

pour Hendaye et le Guipuzcoa de faire une usine d'incinération commune dans l'une ou l'autre région. Il y aura donc deux usines créées: une en France et une en Guipuzcoa !

La question de l'assainissement à Irun

Lapasaran, Pedro

Ingénieur assainissement, ville d'Irun.

Aujourd'hui seul le réseau est construit et il demeure encore de nombreuses difficultés relatives à "l'enfoncement" d'Irun, par rapport au niveau de la mer, un peu à l'instar de Venise. Ce phénomène explique les nombreuses bouteilles et ordures trouvées sur les plages françaises car la marée remonte dans les canaux à ciel ouvert destinés à l'évacuation des eaux pluviales (de très importants travaux sont en cours depuis plusieurs années, avec des financements européens, afin de collecter et de traiter toutes les eaux usées d'Irun et de Fontarrabie à l'horizon 2000). La station d'épuration devrait être bientôt construite sur la côte au delà du Jaizkibel. Elle sera alimentée par un collecteur général percé sous la montagne.

Sensibiliser la population aux questions de l'environnement

Bost, Jean

Naturaliste, écologue, association DROSERA.

Sensibiliser, se responsabiliser comprend deux étapes: reconnaître que l'on contribue soi-même aux nuisances et s'engager si possible pour les réduire.

Une politique cohérente de l'environnement doit comprendre une bonne gestion et une bonne maîtrise des flux (déchets) ainsi qu'un respect de l'environnement dans toutes ses composantes. Les deux aspects sont liés puisque la bonne maîtrise des flux doit permettre d'éviter les nuisances qui risqueraient de porter atteinte à l'intégrité des milieux.

Une sensibilisation en profondeur devra démontrer le caractère inséparable des problèmes, ceux de la gestion des déchets qui réduit les nuisances et ceux de la sauvegarde et de la conservation de l'intégrité des milieux. En effet, attirer uniquement l'attention sur la gestion des déchets risque de conduire à une attitude d'impuissance, car même s'il est possible de prôner les façons de faire pour mieux gérer les déchets, la société de consommation existe et il est difficile d'aller à contre courant (exemple des sacs en plastique). Attirer, par contre, l'attention sur les nuisances risque d'accélérer la prise de conscience à condition que la valeur des milieux soit reconnue. Un cap dans la connaissance doit être franchi, à savoir comprendre la valeur des milieux et leur interdépendance.

L'importance du rôle des associations, un changement des pratiques quotidiennes

Les associations oeuvrent dans ce sens: expositions pour scolaires et adultes sur le thème de la gestion des déchets, Ces journées prennent plutôt l'allure d'états des lieux: l'on

constate, par exemple, l'existence de décharges sauvages et l'on propose d'y remédier en organisant le ramassage des déchets. Ces journées permettent également de comprendre la valeur des milieux par le biais d'une approche naturaliste.

Plusieurs journées ont été organisées sur le littoral Bayonne-Bidassoa et sur le milieu montagnard. Pour mesurer l'impact de ces actions, on compare le nombre de participants à la population totale. Quel que soit le taux de participation, la valeur de ces actions est très importante. Il s'agit d'une imprégnation visant à créer une nouvelle conduite pour gérer les flux, à la base et pour chaque participant.

Le matraquage médiatique ne remplacera pas l'action. L'individu qui a agi un jour sait qu'il peut intervenir lui-même: il devient responsable. Depuis quelques années, on note un nouveau désir de connaissance qui se manifeste par une augmentation de la participation aux différentes manifestations. Les adultes veulent savoir et certains passeront à l'action. De plus, il peut y avoir une prise de conscience locale à la suite du constat de dégâts: le citoyen, parfois révolté, veut oeuvrer pour préserver l'environnement.

Il faut souligner le mérite des bénévoles qui ne comptent ni le temps ni le travail. Ce sont des contre-pouvoir mis en place par les citoyens eux-mêmes. La vie associative prend son essor dans le domaine de l'environnement. C'est de bonne augure pour l'avenir, à condition que le fonctionnement démocratique en tienne compte. Il y a les décideurs, les élus, les administrations, les services techniques, les associations et les citoyens: il faut donc créer un partenariat, mais exclure le partenariat de surface. L'opinion des associations et des citoyens doit être prise au sérieux, si l'on veut éviter les aigreurs et les affrontements stériles.

De nombreuses collaborations existent (création des "emplois environnement" = collaboration de trois associations). Dans les écoles, collèges et lycées, de nombreux projets sur l'environnement se déroulent. L'enfant apprend par des jeux à se responsabiliser envers l'environnement et les enseignants s'engagent également. Le caractère interdisciplinaire de l'éducation à l'environnement doit être souligné et compris: des progrès sont à faire car tous les enseignants ne souhaitent pas s'engager. Une des solutions est l'entente entre équipes (projet action éducatif) sur l'environnement (eau-déchet-air) qui sont parfois soutenus par le ministère de l'environnement et les DIREN (exemple: mille défis pour ma planète).

Des efforts doivent être faits par rapport à la formation des enseignants dans les I.U.F.M. Le thème de l'environnement rejoint la notion d'action culturelle pour intégrer l'individu dans son environnement (condition essentielle pour son épanouissement). Il faut obtenir plus de moyens pour l'éducation.

Au niveau des associations, il faut oeuvrer pour une plus grande cohérence des actions. Pour le Pays Basque, trente deux associations se sont regroupées dans un collectif pour la défense de l'environnement. Tous les militants se doivent d'être vigilants afin d'éviter de trop grands écarts entre les initiés et le public. Ceci peut être fait par l'intermédiaire de la presse et d'activités périodiques. Le partenariat devient une nécessité.

C'est à tous les niveaux, local, régional, national et international que la notion de "développement soutenable" doit être reconnue.

Le débat

Il est apparu, au travers des différentes interventions, que la coopération transfrontalière peut exister et notamment lorsqu'un problème concret et urgent se présente. Il existe une véritable volonté des deux côtés de la frontière, élan malheureusement souvent freiné par les

“hautes instances administratives et institutionnelles”. Mais si on le désire vraiment, il semble que l'on puisse trouver des solutions (syndicat intercommunal de St Pée sur Nivelle par exemple).

C'est pourquoi les discussions entre les deux pays doivent continuer. Il faut dialoguer et réfléchir avant d'amorcer un projet. De plus, il apparaît que la sensibilisation des populations et des scolaires est très importante. A ce jour, elle n'est pas assez poussée, plus particulièrement encore en Espagne. En effet, en France, le problème de l'environnement est venu par la base, c'est-à-dire par les associations qui ont mobilisé beaucoup plus d'acteurs qu'en Espagne où la question de l'environnement apparaît n'être que le problème des autorités: la population espagnole n'est pas assez sensibilisée. Il y a un effort à faire dans ce domaine en rapprochant peut être les associatifs français et espagnols.

Différentes questions ont alors été posées par une association de défense de l'environnement du Pays Basque

1. Les projets de collecte sélective sont très intéressants. Cependant il reste encore des produits non pris en compte par ces actions. Comment envisagez-vous le problème de l'incinération et celui des déchets ultimes?

2. En France la collecte a surpris un bon nombre d'industriels. En effet, les habitants possèdent un certain sens civique et acceptent plutôt bien le fait de jeter leurs bouteilles dans les conteneurs. Cependant, la collecte ne suffit pas. Quels sont les débouchés pour les matières recyclées? Comment trouver une solution sur le marché international? En effet ne se heurtent-ils pas aux prix du marché mondial en ce qui concerne par exemple le métal ou le papier?

N'y-a-t-il pas des pressions au niveau des concurrents? Ainsi en France, les municipalités favorisent le recyclage du papier, mais se heurtent à une vigoureuse hostilité de la part des groupements de papeteries pour lesquels le recyclage est une concurrence. Il est possible qu'en Espagne ils trouvent le même problème. Que faire?

3. Il est possible qu'Hendaye se soit heurté à un “mur administratif” pour travailler avec Irun. Y a-t-il des actions envers les députés ou les sénateurs pour ce problème? Ne serait-ce pas dû à un manque de dynamisme?

Messieurs Lapasaran et Peyrelongue

Il est vrai que le financement de l'assainissement d'Irun a été essentiellement assuré par le gouvernement espagnol mais il a cependant été déposé avec Hendaye un dossier commun d'assainissement auprès des instances européennes pour l'ensemble du bassin de la Bidassoa.

Lors d'un voyage à Bruxelles, Serge Peyrelongue s'est vu dire que l'assainissement pouvait être considéré comme frontalier mais que sa prise en charge relevait plus de la commune elle-même, que de l'Europe. A suivre...

Remarques d'auditeurs

Il faut rappeler que l'Europe ne finance que 50% des projets transfrontaliers. Au niveau européen, les Pyrénées ont obtenu une aide de trente cinq milliards d'écus alors que le

Portugal et l'Espagne en ont obtenus cent cinquante. Il faut rappeler à ce sujet que le Portugal bénéficie de crédits d'objectif premier, comme tous pays en notable développement, ce qui lui permet d'être subventionné à 75%.

Il est certain qu'au niveau des projets transfrontaliers, il y a le problème de l'éligibilité à Bruxelles malgré l'avis favorable des préfectures et conseils généraux. Il semble qu'il y ait de l'argent mais qu'il soit difficile de le débloquent.

Carlos Perez rappelle que le nécessaire a été fait pour avoir un financement européen.

Christian Sauvé

L'acier inox est fabriqué avec 50% d'acier recyclé. La récupération et le recyclage n'entraînent pas de chutes de production industrielle (acier, papier, etc.). Notre économie a engendré des pollutions et c'est ce même système qui devra les réduire. Pour favoriser la récupération il faut être volontariste même si cela pose des problèmes d'adaptation voire la nécessité d'une mutation économique.

En cinq ans en Mairie de Saint Jean de Luz, le papier recyclé a été imposé pour le journal municipal, les photocopies, les enveloppes, etc. Il faut une volonté au départ puis l'économie et l'industrie suivent. Chaque citoyen doit être volontaire. Pour les déchets, en France, 75% des emballages ménagers devront faire l'objet d'une valorisation à l'horizon 2002 (ce qui représente 30% du poids et 50% du volume des ordures ménagères). Il ne restera donc en théorie que la différence, sous forme de déchets ultimes, à mettre en décharge ou à incinérer avec récupération d'énergie.

En Espagne, ce problème est sensiblement différent car il existe un faible pourcentage d'emballages (pas de problèmes avec le carton et le papier dans ce pays).

La loi française (qui n'est que l'intégration de directives européennes) prévoit qu'en 2002, il n'y aura plus de "décharges brutes". Cependant, il restera toujours des "déchets ultimes" (déchets dont on aura enlevé la part valorisable sous forme de matière ou d'énergie) qu'il faudra bien stocker dans des aires spécialisées. C'est pourquoi, il faut aujourd'hui favoriser la politique du recyclage et de la récupération pour diminuer au maximum ces déchets dits "ultimes". Et, lorsqu'il existe des décharges, il faut les gérer en professionnel pour augmenter au maximum leur durée de vie et diminuer autant que possible, leur incidence sur l'environnement. Les techniques existent et sont au point. C'est surtout une question de volonté et de moyens financiers à mobiliser.

Il existe un paradoxe quant au prix de l'eau. En effet à Irun, il y a eu des investissements énormes pour créer un lac afin d'avoir de l'eau de très bonne qualité. Or côté français, où les investissements en la matière sont moindre, tout au moins à ce jour, l'eau coûte beaucoup plus cher!

Carlos Pérez

En ce qui concerne les déchets, une campagne très importante sur le tri sélectif a été lancée pour sensibiliser la population. Inversement pour l'eau, il y a eu uniquement un questionnaire distribué aux consommateurs. Les gens veulent une eau de bonne qualité mais ils ne sont pas prêts à payer pour cela. L'eau n'est pas chère en Espagne car il existe des subventions de l'Etat, mais lorsqu'il va falloir assainir, épurer les eaux usées avant leur

rejet dans le milieu, cela va coûter très cher. Il faudra mettre alors en place une politique de communication et de sensibilisation de la population. Il faut qu'il y ait adéquation entre un certain niveau de satisfaction et le coût réel pour l'obtenir !

Le problème de la bio-accumulation notamment des métaux lourds dans certains organismes vivants comme les mollusques avec en haut de chaîne l'Homme mais aussi celui des seringues sur les plages, ont été abordés.

Tous les participants se félicitent de la qualité de cette rencontre qui a permis aux différents partenaires de mieux se connaître et de confronter leurs approches des problèmes et de leurs solutions, avec leurs particularismes et leurs points communs. Tous espèrent pouvoir se rencontrer régulièrement à l'avenir. Ils seraient "demandeurs" de toute initiative qui irait dans ce sens.

Pistes d'actions proposées

1^o) CREER UN LIEU D'ECHANGES, de dialogue et de réflexion qui pourrait prolonger et développer l'expérience ponctuelle du colloque. Pourquoi pas une C.P.A.U. Environnement transfrontalière au-delà, ou en-deçà, de tout cadre institutionnel trop formel et donc rigide et lourd.

- cela permettrait non seulement d'évoluer ensemble dans la façon de considérer les problèmes et dans la mise en place de solutions, dont la plupart du temps, les composantes se trouvent de part et d'autre de la frontière.
- ainsi pourrait-il être proposé, en réponse à certains problèmes ponctuels, des "solutions simples" impossibles à mettre en oeuvre par les "appareils technico-administratifs". Ces solutions pourraient être proposées aux institutions compétentes, de part et d'autre de la frontière, selon une démarche et un discours cohérents.

A titre d'exemple: les déchets flottants envahissent régulièrement les plages et la côte française, en provenance d'anciennes décharges sauvages des côtes cantabriques et des Asturies. Bien qu'étant pour la plupart fermées aujourd'hui, quelques décharges constituent un gisement quasi-inépuisable pour la mer, de telle sorte que, pendant des décennies encore, il faudra collecter les déchets sur nos côtes.

2^o) UNE COOPERATION TRANSFRONTALIERE

Par ailleurs, les communes du littoral français (et certaines du littoral espagnol) dépensent de véritables fortunes en matériel et en main d'oeuvre chaque année.

Ne serait-il pas plus intéressant que les "dites" communes aident financièrement à la résorption de ces décharges côtières, tarissant ainsi la source même de la majeure partie des déchets flottants, et générant par conséquent à terme des économies substantielles dans le nettoyage des plages et la mise en décharge des déchets?